

L'austérité ratifiée par les députéEs et les sénateurs

vendredi 19 octobre 2012, par [DEMARCQ Sandra](#) (Date de rédaction antérieure : 18 octobre 2012).

Le mardi 9 octobre et le mercredi 10 octobre dernier, députéEs et sénateurs ont donc ratifié majoritairement le traité de stabilité, de coordination et de gouvernance (TSCG), le fameux pacte budgétaire négocié par Sarkozy et Merkel et prétendument « renégocié » par Hollande.

Le jour même où des milliers de salariéEs manifestaient un peu partout sur le territoire contre l'austérité et les licenciements, le TSCG a été ratifié par l'Assemblée nationale à une majorité écrasante. Sur 568 votantEs, 477 ont voté pour, 70 contre, 21 se sont abstenus et 9 n'ont pas pris part au vote.

Une ratification mêlant gauche et droite

Hollande s'est tout de suite félicité de ce que le PS « *n'aurait pas eu besoin des voix de la droite* ». Mais à y regarder de plus près, c'est plus compliqué. Certes, la ratification à l'Assemblée nationale a eu lieu grâce à une majorité des députéEs socialistes puisque 282 députéEs de gauche (264 députéEs PS et 14 du groupe radical) ont voté pour. Mais 20 députés socialistes, proches de Benoît Hamon et d'Henri Emmanuelli, ont voté contre, ce qui était plus que prévu. 9 se sont abstenus et 5 n'ont pas pris part au vote parmi lesquels Claude Bartolone, président de l'Assemblée nationale qui s'est empressé de dire qu'il « *avait voulu voter pour* »...

Douze écologistes (sur dix-sept), les dix éluEs Front de Gauche et trois ultra-marins associés aux élus Front de Gauche ont eux voté clairement contre. En revanche, le gouvernement a pu compter sur l'appui sans faille de 167 voix venues de l'UMP et de 28 centristes. Dans les faits, le PS n'a donc pas obtenu à l'Assemblée nationale la majorité absolue des 577 députéEs qu'il a en temps normal.

Et au Sénat, la ratification s'est faite par 307 voix pour, 32 contre, et 8 abstentions. A la différence de l'Assemblée nationale, le TSCG y a bien été approuvé grâce à la droite. Sur cela, Hollande et le gouvernement n'ont pas grand-chose à dire...

Demain le budget

Malgré la forte pression exercée depuis des semaines sur ses propres députéEs, le PS n'a pas pu empêcher que s'exprime un mécontentement en son sein, mécontentement contre ce traité de l'Europe libérale, non discuté et passé à la va-vite... Mais ces « réfractaires » sont maintenant punis : ils ne seront pas prioritaires pour les interventions et les questions au gouvernement pendant les séances à l'Assemblée...

Nous avons dit qu'Hollande et son gouvernement ne pouvait pas être la solution pour remettre en cause le pouvoir des banques. Il s'affiche aujourd'hui sans vergogne comme leur garant, et le meilleur défenseur de la règle d'or. Il est temps que celles et ceux qui refusent l'austérité de gauche regroupent leurs forces contre un gouvernement qui ne montre aucun état d'âme, en s'opposant

clairement au prochain projet de loi de finances qui est la mise en application directe de ce traité inique.

Sandra Demarcq

P.-S.

* Publié dans : Hebdo Tout est à nous ! 166 (18/10/12).